

Cote du document: EB 2016/119/R.28/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 14 d)
Date: 14 décembre 2016
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt et don à la République kirghize pour le Projet d'amélioration de l'accès aux marchés

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Frits Jepsen
Chargé de programme de pays
Division Proche-Orient, Afrique du Nord
et Europe
téléphone: +39 06 5459 2675
courriel: f.jepsen@ifad.org

Transmission des documents:

William Skinner
Chef du Bureau
des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2974
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent dix-neuvième session
Rome, 14-15 décembre 2016

Pour: Approbation

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement	2
II. Description du projet	3
A. Zone d'intervention et groupe cible	3
B. Objectif de développement du projet	3
C. Composantes/effets	3
III. Exécution du projet	5
A. Approche	5
B. Cadre organisationnel	6
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	6
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	7
E. Supervision	8
IV. Coût, financement et avantages du projet	8
A. Coûts du projet	8
B. Financement du projet	8
C. Résumé des avantages et analyse économique	9
D. Durabilité	9
E. Identification et atténuation des risques	10
V. Considérations d'ordre institutionnel	10
A. Respect des politiques du FIDA	10
B. Alignement et harmonisation	10
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	10
D. Participation à l'élaboration des politiques	10
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	10
VII. Recommandation	11
Appendices	
I. Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	10

Sigles et acronymes

ARIS	Agence de développement communautaire et d'investissement
OIE	Organisation mondiale de la santé animale
PADF	Plan d'affaires pour le développement des filières
PSF	Prestataire de services financiers
S&E	Suivi-évaluation
SNIVP	Service national d'inspection vétérinaire et phytosanitaire
UEE	Union économique eurasiatique
UEPA	Unité d'exécution des projets agricoles

Carte de la zone du projet

République kirghize

Projet d'amélioration de l'accès aux marchés



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Carte établie par le FIDA | 05-08-2016

République kirghize

Projet d'amélioration de l'accès aux marchés

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République kirghize
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture et la bonification des terres
Coût total du projet:	55,5 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	9,39 millions de DTS (équivalant approximativement à 12,7 millions d'USD)
Montant du don du FIDA:	9,39 millions de DTS (équivalant approximativement à 12,7 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	Particulièrement favorables: délai de remboursement de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de 0,75% l'an
Cofinancier(s):	Prestataires de services financiers
Montant du cofinancement:	20 millions d'USD
Contribution de l'emprunteur:	1,6 million d'USD
Contribution des bénéficiaires:	8,3 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République kirghize pour le Projet d'amélioration de l'accès aux marchés, telle qu'elle figure au paragraphe 50.

Proposition de prêt et don à la République kirghize pour le Projet d'amélioration de l'accès aux marchés

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Le Kirghizistan est un pays montagneux enclavé, d'une superficie de 198 500 km², qui est entouré par la Chine, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan. Sur une population totale de 5,8 millions d'habitants, 65% vivent dans les zones rurales et dépendent de l'agriculture et de l'élevage pour assurer leur subsistance; les transferts d'argent complètent également les revenus d'une manière non négligeable. Avec un produit intérieur brut (PIB) moyen par habitant de 1 269 USD en 2014, le Kirghizistan est classé dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Selon le Cadre pour la soutenabilité de la dette, le Kirghizistan est classé dans la catégorie "jaune", ce qui lui permet de bénéficier d'un financement à 50% sous forme de dons et à 50% sous forme de prêts à des conditions particulièrement favorables. Avec le ralentissement de l'économie russe, la croissance a ralenti en 2015, tombant 4,8% de janvier à octobre – baisse principalement imputable à la récession régionale déclenchée par la dépréciation du rouble russe.
2. Bien que 65% de la population du pays vivent en milieu rural et 31% de sa main d'œuvre soient employés dans l'agriculture, ce secteur ne contribuait au PIB total qu'à hauteur de 15,9% en 2015, une baisse de 34% par rapport à 2002. Les principales raisons sont l'accès limité aux intrants et aux machines agricoles pour les petits agriculteurs, la baisse des dépenses publiques consacrées à l'agriculture et la forte croissance des secteurs de l'industrie et des services.
3. Bien que leur part régresse dans le PIB, l'agriculture et l'élevage restent les piliers de l'économie, car ils représentent une importante source d'emplois, contribuent de manière essentielle à la sécurité alimentaire des ménages et à la stabilité des prix à la consommation et fournissent une grande partie des exportations. En 2013, les exportations alimentaires ont représenté 28,5% – et les matières premières agricoles 3,8% – de toutes les exportations de marchandises. En 2014, le total brut de la production agricole se chiffrait à 3 milliards d'USD, les cultures et l'élevage représentant chacun environ 50% de ce total.
4. L'économie agricole du Kirghizistan repose sur environ 360 000 exploitations familiales. Bien qu'un bon nombre de ces exploitations se soient agrandies et aient accru leurs capacités productives pour répondre à de nouveaux débouchés émergents sur les marchés intérieur et extérieur, la plupart des fermes demeurent de faible taille, leur production étant axée sur la subsistance et la vente commerciale occasionnelle. Nombre d'entre elles se caractérisent par une agriculture mixte culture-élevage et la pratique de la transhumance des troupeaux (des pâturages de printemps et d'automne vers les pâturages d'été et d'hiver).

5. La pauvreté. À la suite des vastes réformes économiques engagées après l'indépendance, le taux de pauvreté au Kirghizistan a reculé, passant de 52% de la population en 2000 à 32% en 2009. L'indice de développement humain 2014 du Programme des Nations Unies pour le développement est de 0,655 pour le Kirghizistan, ce qui le place au 120^e rang sur un total de 188 pays classés. Le taux de pauvreté s'établissait à 30,6% en 2014 – 32,6% dans les zones rurales et 26,9% en milieu urbain – et l'écart de la pauvreté était de 5,4%. En 2012, 20% de la population vivait avec moins de 3,10 USD par jour. La pauvreté est plus répandue et plus grave dans les régions rurales et montagneuses.
6. Parité hommes-femmes. Bien que le cadre juridique du pays leur garantisse l'égalité des droits en matière d'utilisation et de possession de la terre, les femmes sont confrontées à des contraintes dans l'exercice de leurs droits en raison des traditions, qui exigent que les ménages soient dirigés par des hommes, au nom desquels les terres sont généralement enregistrées. Selon une évaluation du pays réalisée en 2011 sur l'accès à la terre, le cadre juridique du Kirghizistan "ne parvient pas, dans la plupart des cas, à protéger et améliorer les droits des femmes, notamment les droits d'accéder à la terre et de la posséder"¹. L'Indicateur sexospécifique du développement, ratio femmes-hommes dans le développement humain, est de 0,961, ce qui montre qu'un écart perdure. La Stratégie nationale de développement durable du gouvernement pour 2013-2017 tient compte des difficultés auxquelles sont confrontées les femmes kirghizes, notamment leur manque d'accès aux débouchés économiques, leur concentration sur le marché du travail informel et à haut risque et la violence à leur égard². En 2012, le gouvernement a adopté la Stratégie nationale en faveur de l'égalité des sexes d'ici à 2020 et le Plan d'action national pour la réalisation de l'égalité des sexes pour 2012-2014.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement

7. Bien que la production animale contribue de manière significative aux moyens d'existence ruraux, à la nutrition, à la sécurité alimentaire, à la croissance du secteur agricole et aux exportations, la productivité est bien inférieure à son potentiel. Les principales contraintes sont notamment la mauvaise santé des animaux et les carences nutritionnelles dues à la mauvaise utilisation des pâturages, le caractère inadapté des pratiques de gestion des exploitations et les déficiences en matière de commercialisation et de transformation des produits de l'élevage. Si le programme en cours du FIDA s'attache déjà à aplanir les trois premiers obstacles, il devient de plus en plus urgent d'affronter les obstacles à la commercialisation et à la transformation des produits de l'élevage pour assurer une approche globale du développement de ce secteur.
8. Le Kirghizistan recèle un très fort potentiel pour élargir et renforcer son secteur de l'élevage grâce à la richesse de ses pâturages d'altitude et à la biodiversité exceptionnelle de sa faune et sa flore. L'adhésion à l'Union économique eurasiatique (UEE) a permis d'accroître aussi bien les exportations que les importations de produits agricoles, et l'UEE est aujourd'hui le principal partenaire commercial du Kirghizistan pour les produits alimentaires. Cependant, ces changements ont également exposé le secteur à des niveaux de concurrence plus élevés sur les marchés nationaux et régionaux, suscitant des interrogations sur la capacité du pays à faire face à la concurrence et à se conformer à la réglementation technique de l'UEE.
9. À l'évidence, il est nécessaire d'améliorer l'agrégation de la production au sein des filières de l'élevage au Kirghizistan (notamment les infrastructures de la chaîne du froid) afin d'appuyer l'expansion de la capacité de transformation tout en permettant

¹ Agence des États-Unis pour le développement international, *Property Rights and Resource Governance: Kyrgyzstan*, 2011.

² The Government of Kyrgyzstan, *National Sustainable Development Strategy for the Kyrgyz Republic for the period of 2013-2017*, 2013.

aux petits agriculteurs d'en retirer des bénéfices. Il faut donc impérativement créer des partenariats avec des transformateurs du secteur agricole afin d'arrêter des normes de qualité pour les produits bruts, y compris la mise en place de mécanismes pour le contrôle de la qualité et la distribution, et de mieux gérer le caractère saisonnier de l'offre. La création de centres de regroupement offre plusieurs avantages pour le développement des filières, surtout pour les petits exploitants vivant à proximité des unités de transformation agroalimentaire. L'amélioration de l'agrégation de la production est l'axe central des stratégies du gouvernement pour renforcer l'intégration aux marchés et développer la commercialisation du secteur de l'élevage, comme l'indique la Stratégie nationale de développement durable 2013-2017.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

10. Le projet couvre l'ensemble du territoire national et adopte une approche axée sur par la demande. Le principal groupe cible du projet est constitué des petits éleveurs participant aux filières et pouvant bénéficier de leur amélioration. Ils incluent: i) les éleveurs pauvres (qui possèdent généralement deux ou trois têtes de bétail et huit à dix moutons ou chèvres); ii) les femmes membres des ménages propriétaires de bétail, notamment les femmes chefs de famille; et iii) d'autres petits éleveurs. La plupart des éleveurs pauvres sont titulaires d'un passeport social. Les autres groupes de bénéficiaires comprennent: iv) les agro-transformateurs, les agrégateurs, les grossistes et les formes modernes de vente alimentaire au détail; v) les fournisseurs d'intrants et les prestataires de services; vi) les vétérinaires privés; vii) le personnel des instituts scientifiques et universitaires à l'échelle nationale; et viii) les ruraux sans emploi. Pour ce dernier groupe, l'appui apporté devrait se traduire par des créations d'emplois dans les activités agricoles et de transformation des filières ciblées. Une attention particulière sera portée à la participation des femmes et des jeunes vivant en milieu rural et leurs organisations, en tant que producteurs et en tant qu'entrepreneurs des secteurs de la transformation et de la commercialisation.

B. Objectif de développement du projet

11. La finalité du projet est de contribuer à l'augmentation des revenus et à l'accélération de la croissance économique dans les communautés pastorales. Son objectif de développement est d'améliorer l'accès et l'intégration des petits éleveurs à des marchés rémunérateurs pour leurs produits, avec pour résultat des revenus plus élevés et équitables.

C. Composantes/effets

12. Le projet travaillera avec certaines filières et fournira un appui global et coordonné aux différents acteurs afin d'améliorer la performance globale de ces filières et d'accroître leur production. Le projet invitera un certain nombre de promoteurs dans les filières sélectionnées au préalable qui sont disposés à lancer ou approfondir leurs modèles d'entreprise viables dans le cadre de partenariats productifs avec des producteurs et d'autres acteurs des filières. Les petits éleveurs, qui constituent le principal groupe cible du projet, seront représentés dans chaque filière sélectionnée. Leurs possibilités de revenus s'amélioreront grâce à une meilleure intégration au marché. Facilitées par l'Agence de développement communautaire et d'investissement (ARIS) du Kirghizistan – en mettant à profit les expériences positives du Programme de développement de l'élevage et de marchés, Phases I et II –, les unions d'usagers des pâturages joueront un rôle actif dans l'identification et la mobilisation des groupes cibles au niveau communautaire, dans la transparence et de manière participative, pour tirer parti des possibilités et des avantages offerts par le projet. Les investissements et les activités du projet seront exécutés dans le cadre de trois composantes techniques et d'une composante de gestion du projet.

Composante 1: Développement des filières de l'élevage

13. Cette composante renforcera les capacités de production, de transformation et de commercialisation durables et efficaces de produits d'élevage. Elle facilitera l'établissement de liens et partenariats efficaces entre les acteurs des filières de l'élevage et améliorera l'accès aux bonnes pratiques agricoles et aux technologies modernes, l'accent étant mis sur la gestion de la chaîne du froid et la traçabilité. La sous-composante relative au renforcement des capacités des acteurs des filières de l'élevage englobera le renforcement des capacités et les services de conseil à destination des participants des filières sélectionnées au préalable, sous la direction des entités pilotes. Une fois que ces dernières auront été identifiées, tous les fournisseurs de matières premières et les prestataires de services seront réunis pour présenter le concept de partenariat productif et ses avantages pour les agriculteurs et les autres participants des filières. Les propositions retenues seront précisées par le centre de conseil aux entreprises appuyé par le projet et donneront lieu à des plans d'affaires pour le développement des filières (PADF).
14. Ces plans seront classés au regard des indicateurs clés du projet et seuls ceux répondant aux exigences minimales serviront de cadres pour la préparation des différents projets de don ou de crédit. Les projets retenus seront présentés à un groupe de sélection. Les activités de renforcement des capacités des filières directement financées par le Projet d'amélioration de l'accès aux marchés comprendront la formation des agriculteurs et du personnel des entreprises agroalimentaires et le regroupement des agriculteurs au sein d'associations. La sous-composante permettra également de renforcer les capacités à travers des démonstrations en exploitation, le pilotage de technologies innovantes et intelligentes face au climat, des services de conseil ciblés et l'exposition aux meilleures pratiques internationales.
15. La sous-composante relative à l'amélioration de l'agrégation des produits remédiera à l'insuffisance de l'infrastructure des filières du pays pour la collecte des produits bruts et le contrôle de la qualité et de la sécurité. Les blocs d'investissement réunissant les conditions requises identifiés dans les PADF seront cofinancés par les dons du projet.
16. La sous-composante relative au développement de partenariats public-privé-producteur et à la gestion des savoirs accueillera une plateforme d'échange entre les acteurs des filières pour mieux intégrer la demande du marché dans les modèles de production. Par le biais d'une série de réunions périodiques, un prestataire de services sous contrat permettra aux parties prenantes: i) de recenser, d'examiner et d'évaluer les priorités et les difficultés du secteur de l'élevage et de tirer parti des possibilités d'investissement; ii) de se familiariser avec les modèles d'affaires fondés sur des partenariats public-privé-producteur; et iii) d'élaborer des stratégies commerciales et d'investissement dans les filières. Cette plateforme mobilisera progressivement les décideurs aux niveaux local, régional et national pour améliorer leur compréhension des enjeux du développement de l'élevage et appuyer l'élaboration d'un cadre réglementaire et incitatif propice au développement des entreprises.

Composante 2: Financement des filières de l'élevage

17. Cette composante accroîtra l'efficacité et la rentabilité le long des filières ciblées de l'élevage incluant les petits exploitants, en permettant aux acteurs des filières d'augmenter leurs investissements dans les filières d'élevage rentables grâce à l'octroi de dons dans le cadre de la composante 1 et l'accès à des crédits externes. Les activités comprendront le développement de produits financiers innovants à destination des transformateurs et des producteurs agricoles en faisant appel à la coopération avec des prestataires de services financiers (PSF).

18. La sous-composante relative à l'accès aux lignes de crédit externes établira des liens entre les initiatives financières ciblant le développement agricole et les producteurs et transformateurs identifiés et appuyés au titre de la composante 1. Un mémorandum d'accord sera signé avec chaque PSF décrivant les critères d'admissibilité pour les emprunteurs potentiels, qui seront standard pour tous les partenaires du projet, et les dispositions spécifique conçues pour établir des liens entre les bénéficiaires de la composante 1 et les PSF. Cette sous-composante ne favorisera l'établissement de partenariats qu'avec les PSF intéressés par le développement de produits financiers innovants pour l'agriculture, et s'engageant à expérimenter ces produits et à recueillir des données sur les enseignements tirés.

Composante 3: Amélioration du système sanitaire des élevages du Kirghizistan

19. Cette composante vise à renforcer les branches publiques et privées de l'autorité vétérinaire kirghize, qui facilitent le commerce des produits de l'élevage et assurent la sécurité alimentaire. L'effet attendu est une amélioration du système sanitaire des élevages kirghize, qui sera mesurée par une augmentation de 10% des exportations d'animaux sur pied et de produits d'élevage.
20. La sous-composante relative au renforcement du système sanitaire vétérinaire de l'État aidera le Service national d'inspection vétérinaire et phytosanitaire (SNIVP) à harmoniser ses normes sanitaires avec celles des partenaires commerciaux de l'UEE. Pour faciliter ce processus, le projet investira dans la mise à niveau des compétences essentielles du service vétérinaire public telles qu'elles sont définies par l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) afin de répondre aux normes internationales. Ces investissements seront concentrés sur le renforcement des capacités du personnel du SNIVP et l'appui au gouvernement dans l'identification des animaux au sein des filières sélectionnées.
21. La sous-composante relative au renforcement du système privé de la pratique vétérinaire appuiera l'Association vétérinaire kirghize par des voyages d'études, de l'assistance technique, du matériel de bureau et de communication, ainsi que la traduction et la publication de documents de formation technique. Surtout, cette sous-composante formera des maîtres formateurs (ainsi que des spécialistes sous contrat) pour mettre à niveau les compétences des vétérinaires et des auxiliaires paravétérinaires communautaires. Un soutien sera également apporté à la chambre vétérinaire kirghize, établie grâce à un projet financé par le FIDA et la Banque mondiale comme un organisme statutaire vétérinaire selon les normes de l'OIE. Le soutien à cet organisme se limitera à l'augmentation de la capacité du serveur (bases de données supplémentaires) et la mise à jour des ordinateurs, imprimantes et autre matériel de communication.

III. Exécution du projet

A. Approche

22. Le projet sera exécuté dans le cadre d'une démarche impulsée par la demande plutôt que par la planification et la définition d'objectifs fixes. La participation sera encouragée par le secteur public (le facteur d'impulsion), tandis que la participation directe des entreprises privées réunissant les conditions voulues sera recherchée pour jouer le rôle d'entités pilotes (le facteur d'attraction).
23. Le projet propose également une approche par groupe de l'exécution permettant aux entreprises agricoles de bénéficier d'une assistance technique, de matières premières de meilleure qualité et de l'accès à des services financiers adaptés aux besoins des clients, tandis que les petits exploitants bénéficieront d'un meilleur accès aux marchés et d'une hausse des revenus tirés de leur bétail. Cette approche permettra également d'établir des liens plus solides entre les agriculteurs et les entreprises agroalimentaires engendrant des effets positifs tels que l'accroissement

de la productivité animale, l'amélioration de l'infrastructure de la chaîne du froid et davantage d'emplois dans les zones rurales, notamment pour les jeunes.

24. Dans le cadre de l'approche axée sur les filières mise en œuvre par le projet, le point d'entrée est le promoteur de filière (aussi dénommé entité pilote). Le projet promouvra le développement de modèles d'affaires viables (partenariats productifs) et favorisera la confiance et une collaboration mutuelle entre les acteurs des filières. Le projet vise à démontrer que la mise en œuvre de modèles d'affaires conformes aux normes internationales de sécurité sanitaire des aliments est une solution durable et fiable. Tous les acteurs des filières intéressés seront invités à faire acte de candidature pour le rôle d'entité pilote.
25. Le projet garantira l'inclusion des femmes dans les filières et l'égalité d'accès aux opportunités. La stratégie d'égalité des sexes comprendra: l'identification de produits d'élevage non traditionnels qui profiteront aux femmes productrices; la promotion de l'emploi des femmes, en particulier aux échelons supérieurs des filières (transformation, distribution, etc.); et la communication active sur de nouveaux rôles potentiels pour les femmes dans les filières de l'élevage.

B. Cadre organisationnel

26. Les deux grandes institutions responsables de la réussite dans l'exécution des projets financés par le FIDA sont l'Unité d'exécution des projets agricoles (UEPA) du Ministère de l'agriculture et la bonification des terres de la République kirghize, et l'ARIS. Ces institutions seront responsables au premier chef de l'exécution du projet. Le Ministère de l'agriculture et la bonification des terres sera l'organisme d'exécution du projet et l'UEPA sera chargée de l'exécution globale du projet, de la coordination, de la supervision et de la présentation des rapports au FIDA et au gouvernement. Il s'agira notamment de maintenir un contact étroit avec l'ARIS, qui opérera de façon indépendante, mais devra rendre compte à l'UEPA dans le cadre de sa participation à l'équipe d'exécution du projet. L'ARIS sera responsable de l'exécution de tous les projets au niveau communautaire, en se concentrant sur les unions d'usagers des pâturages et des groupements de petits exploitants, et de l'administration de tous les fonds octroyés aux projets sous forme de dons.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

27. Le cadre logique du projet servira de référence pour le système de suivi-évaluation (S&E) axé sur les résultats, y compris le suivi de la performance et l'évaluation de l'impact. Une version étendue du cadre logique a été établie pour assurer un S&E plus complet du projet. Le personnel de l'UEPA chargé du S&E sera responsable de l'ensemble des activités de S&E interne du projet.
28. Outre les dispositions de S&E décrites ci-dessus, la supervision du FIDA inclura des examens des opérations couvrant un échantillon aléatoire d'activités du projet, qui seront effectués au cours de la deuxième et de la quatrième année par des auditeurs indépendants dont le mandat aura l'agrément du FIDA. Le contrôle externe comprendra également: des activités de supervision de la gestion financière fondée sur les risques; des études thématiques ad hoc; des audits annuels; et une autoévaluation de fin de projet menée par l'UEPA en coopération avec le FIDA.
29. Apprentissage et gestion des savoirs. Pour s'assurer que les expériences acquises dans le cadre du projet soient consignées et utilisées à des fins d'apprentissage, les produits du S&E seront largement diffusés et une approche participative sera adoptée pour établir le système d'information de gestion du projet. La plateforme des partenariats public-privé-producteur devrait jouer un rôle majeur s'agissant de regrouper les enseignements tirés.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

30. Gouvernance et risques liés à la gestion financière. Le risque-pays est jugé élevé. L'indice de perception de la corruption publié par Transparency International plaçait le Kirghizistan au 123 rang sur 167 pays en 2015, avec un score de 28 (contre 27 en 2014). En 2014, le Cadre d'examen des dépenses publiques et d'évaluation de la responsabilité financière a noté qu'à la suite des réformes entreprises par le pays, des progrès considérables avaient été accomplis dans plusieurs domaines autrefois déficients de la gestion de ses finances publiques. Pourtant, malgré ces améliorations, certains domaines continuent d'accuser des retards et exigent de nouvelles améliorations, notamment les contrôles financiers internes, le contrôle des rémunérations et l'échec d'un projet financé par la Banque mondiale visant à mettre en œuvre des systèmes d'information de gestion de la trésorerie et des ressources humaines entièrement automatisés.
31. Gestion financière. L'UEPA et l'ARIS seront responsables de la gestion financière du projet; l'UEPA recevra l'appui des partenaires d'exécution qui auront été retenus. Le personnel du service de gestion financière de l'UEPA et celui de l'ARIS sont expérimentés en matière de gestion financière des projets du FIDA. Afin d'assurer une répartition équilibrée de la charge de travail équilibre et la répartition des tâches, d'autres responsables de décaissements pour l'UEPA et l'ARIS seront recrutés par appel à la concurrence pour aider à la gestion financière du projet.
32. Modalités de communication de l'information financière et comptable. Le projet adoptera des procédures et des politiques conformes aux normes comptables internationales (comptabilité de caisse). Les rapports financiers seront regroupés par l'UEPA, qui sera également chargée de s'assurer que les fonds sont utilisés aux fins prévues par les partenaires d'exécution. Les dépenses admissibles au titre des ressources provenant des prêts et des dons accordés par le FIDA seront utilisées par l'UEPA et l'ARIS pour leurs activités respectives, et ces unités seront responsables de toutes les dépenses financées par le FIDA et les contributions de contrepartie. L'UEPA présentera au FIDA des états financiers consolidés trimestriels. Tous les états financiers seront transmis sous une forme acceptable pour le FIDA.
33. Dispositions relatives aux décaissements et flux de fonds. Quatre comptes désignés libellés en dollars des États-Unis seront ouverts pour le projet par l'emprunteur/bénéficiaire auprès d'une banque commerciale aux fins de recevoir les fonds de prêts et de dons: deux comptes désignés pour l'UEPA et deux pour l'ARIS (un pour le prêt et un pour le don). Ces comptes désignés seront réapprovisionnés suivant un mécanisme d'avances temporaires. Quatre comptes d'exploitation en monnaie locale seront ouverts par l'emprunteur/le bénéficiaire pour recevoir les transferts des comptes désignés correspondants.
34. Audit. Compte tenu de l'étendue géographique du projet, et pour assurer que les fonds soient utilisés aux fins prévues, le projet sera vérifié par le service d'audit interne de l'ARIS dans le cadre de son programme de travail annuel. Un cabinet d'audit interne sera recruté à mi-parcours de l'exécution pour réaliser un audit interne et un audit de performance des activités mises en œuvre par l'UEPA et ses partenaires. Les états financiers consolidés annuels seront vérifiés par un cabinet d'audit privé conformément aux normes internationales d'audit et à un mandat agréé par le FIDA chaque année.
35. Passation des marchés. Dans le cadre de la conception du projet, le FIDA a évalué les capacités de passation des marchés de l'UEPA et de l'ARIS en utilisant l'outil du FIDA d'évaluation des capacités des organismes en matière de passation des marchés. Les capacités et procédures de ces organismes ont été jugées satisfaisantes pour tous les aspects de la passation des marchés: publicité, rédaction d'appel d'offres, documentation, évaluation et gestion des contrats.

E. Supervision

36. Un plan de supervision couvrant la période qui s'étend jusqu'à l'examen à mi-parcours sera arrêté au démarrage du projet. Le projet sera directement supervisé par le FIDA,

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coûts du projet

37. On estime à 55,4 millions d'USD (3,9 milliards de KGS) le montant total de l'investissement et des coûts supplémentaires de fonctionnement du projet, y compris les provisions pour aléas d'exécution et aléas financiers. Les provisions pour aléas financiers et aléas d'exécution représentent 2% du montant total des coûts du projet et les investissements associés aux différents dons et crédits externes représentent 66% environ du montant total des coûts du projet (ils sont exprimés comme une somme forfaitaire, sans provision pour aléas).

Tableau 1

Coût du projet, par composante et par source de financement (en milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA		Don du FIDA		PSF		Bénéficiaires		Taxes gouvernementales		Budget public		Total Montant
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	
1. Développement des filières de l'élevage	3 490	23,1	8 315	55	-	-	3 290	21,7	37	0,4	-	-	15 132
2. Financement des filières de l'élevage	-	-	690	2,7	20 000	77,9	5 000	19,5	-	-	-	-	25 690
3. Amélioration du système sanitaire des élevages au Kirghizistan	9 212	70,6	2 055	15,7	-	-	100	0,8	1 256	9,6	430	3,5	13 053
4. Gestion de projet	-	-	1 643	98,3	-	-	-	-	28	1,7	-	-	1 671
Total	12 702	22,9	12 703	22,9	20 000	36	8 390	15,1	1 321	2,4	430	0,8	55 546

B. Financement du projet

38. Le projet sera financé au moyen des ressources suivantes: i) le FIDA, sous la forme d'un prêt d'un montant de 12,7 millions d'USD (23% du coût total du projet) et d'un don d'un montant de 12,7 millions d'USD (23% du coût total du projet); ii) le gouvernement, avec une contribution estimée à 1,6 million d'USD (3%), y compris les fonds couvrant les coûts d'entretien et de fonctionnement du SNIVP et toutes les taxes; et iii) une contribution des bénéficiaires d'environ 8,39 millions d'USD, qui servira à financer les 21,7% de la composante 1, 19,5% de la composante 2 et 0,8% de la composante 3.

Tableau 2

Coût du projet, par catégorie de dépenses et par source de financement

(en milliers d'USD)

Catégorie de dépense	Prêt du FIDA		Don du FIDA		PSF		Bénéficiaires		Taxes gouvernementales		Budget public		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Équipement, biens et véhicules	8 689	89,5	-	-	-	-	-	-	1 020	10,5	-	-	9 709
2. Travaux de génie civil	524	89,3	-	-	-	-	-	-	63	10,7	-	-	586
3. Crédit externe	-	-	-	-	20 000	80	5 000	20	-	-	-	-	25 000
4. Formation et ateliers	-	-	648	100	-	-	-	-	-	-	-	-	648
5. Assistance technique et études	-	-	5 368	96,8	-	-	79	1,4	100	1,8	-	-	5 547
6. Dons	3 490	32,4	4 000	37,1	-	-	3 290	30,5	-	-	-	-	10 780
7. Dons de technologie	-	-	1 000	100	-	-	-	-	-	-	-	-	1 000
8. Dépenses de fonctionnement	-	-	1 687	74,1	-	-	22	1	138	6,1	430	18,9	2 277
Total	12 702	22,9	12 703	22,9	20 000	36,1	8 390	15,1	1 321	2,4	430	0,8	55 546

C. Résumé des avantages et analyse économique

39. Les résultats attendus du projet incluent: i) productivité animale accrue au niveau des élevages; ii) amélioration de la qualité et de la quantité du bétail destiné à la transformation et la consommation; iii) réduction des pertes durant le stockage et le transport; iv) moindre amplitude des variations saisonnières de l'offre et plus grande stabilité des prix pour les producteurs et collecteurs de produits alimentaires; v) amélioration de la qualité et de l'efficacité de la transformation; vi) plus grande diversification des produits; et vii) commercialisation accrue du secteur, conduisant à une croissance de l'emploi et une hausse des revenus pour les entrepreneurs ruraux et les ménages agricoles. Environ 28 000 ménages devraient bénéficier des différents investissements et activités du projet. Ces avantages découleront de ce qui suit: i) production et productivité accrues de l'élevage résultant du recours à des intrants améliorés et de meilleures pratiques d'élevage; ii) augmentation de la production agricole commercialisée; iii) réduction des pertes au cours de la production et de la transformation de la viande et des produits laitiers par le biais de technologies innovantes; iv) amélioration de la qualité et de la sécurité de la production agricole et vivrière, obtenant ainsi des prix plus élevés du fait de la demande de produits plus fiables émanant des transformateurs; v) hausse des exportations de produits de l'élevage; vi) réduction des risques de zoonoses grâce à l'amélioration du système de santé animal; vii) meilleur accès au crédit; viii) croissance de l'emploi pour la main-d'œuvre salariée ou familiale, dans le cadre d'activités sur l'exploitation et hors exploitation; et ix) augmentation des recettes fiscales résultant de l'accroissement du volume de la production imposable.
40. L'analyse économique du projet indique que les gains de l'ensemble des investissements dans le projet sont significatifs et solides sur le plan économique. L'analyse aboutit à un taux de rentabilité de 19% et une valeur actualisée nette de 45 millions d'USD sur 20 ans, avec des avantages quantifiables en rapport direct avec les activités du projet.

D. Durabilité

41. La durabilité des résultats du projet repose sur les critères suivants: i) les activités de développement des filières et de renforcement des capacités techniques sont encouragées; ii) le caractère impulsé par la demande de l'intervention; et iii) l'élaboration des PADF à la base de tous les investissements, aboutissant ainsi à des filières mieux intégrées et plus équitables et rentables.

E. Identification et atténuation des risques

42. Le principal risque concerne une éventuelle incapacité à aligner correctement les incitations commerciales et financières pour que les différents acteurs (agriculteurs, entreprises et PSF participant au projet) collaborent dans le cadre de partenariats public-privé-producteurs. Les mesures d'atténuation comprennent une analyse participative approfondie: des possibilités de production et d'autres débouchés; des obstacles liés notamment aux intrants; et des risques financiers déterminés sur la base des plans d'activité bancables formulés. Les risques inhérents au projet et les risques portant sur son contrôle sont jugés respectivement élevés et moyens. Le risque financier global résiduel est jugé moyen, suite à la mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques propres à garantir une utilisation responsable des fonds.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

43. Le projet est en harmonie avec le Cadre stratégique du FIDA 2016-2025, particulièrement l'objectif stratégique 2 : Accroître les avantages que les populations rurales pauvres tirent de leur intégration au marché et ses domaines d'intérêt thématique connexes: i) diversification des entreprises et des possibilités d'emploi en milieu rural; ii) environnement de l'investissement en milieu rural; et iii) organisations de producteurs ruraux. La conception du projet est également pleinement conforme aux politiques du FIDA en matière de ciblage, d'intégration des questions de parité hommes-femmes, de finance rurale et de changement climatique. Au vu des nouvelles Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique, le projet visera à la conformité dans l'exécution du programme au niveau de la direction et du terrain.

B. Alignement et harmonisation

44. Le projet s'inscrit dans le droit fil des priorités et des stratégies du gouvernement pour renforcer l'intégration aux marchés et développer la commercialisation du secteur de l'élevage, comme l'indique la Stratégie nationale de développement durable 2013-2017. Il appuie également les priorités et les stratégies en matière de nutrition et de sécurité alimentaire formulées dans le Concept de sécurité alimentaire du Kirghizstan 2009-2019.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

45. Le projet adoptera une approche pilote pour le développement efficace et durable des filières de l'élevage au Kirghizistan, en mettant à l'essai des technologies innovantes et en renforçant les capacités des institutions d'appui. Les expériences acquises dans le cadre du projet seront reproduites dans d'autres régions du pays ayant des filières similaires. Il existe aussi des perspectives de reproduction à plus grande échelle et de synergie en relation avec les futurs projets financés par les donateurs.

D. Participation à l'élaboration des politiques

46. La plateforme pour le développement de partenariats public-privé-producteur devrait servir de point de départ à la concertation sur l'élaboration d'un cadre réglementaire et incitatif propice au développement des entreprises dans le secteur rural. Elle viendra ainsi compléter la concertation actuelle sur la gestion des ressources naturelles et la résilience climatique dans le cadre des projets en cours au sein du programme de pays.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

47. Un accord de financement entre la République kirghize et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/au bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe à l'appendice I.

48. La République kirghize est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
49. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

50. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République kirghize un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à neuf millions trois cent quatre-vingt-dix mille droits de tirage spéciaux (9 390 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République kirghize, au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette, un don d'un montant équivalant à neuf millions trois cent quatre-vingt-dix mille droits de tirage spéciaux (9 390 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement: "Access to Markets Project (ATMP)"

(Negotiations concluded on 7 December 2016)

Loan Number:

Grant Number:

Project Title: Access to Markets Project (ATMP) ("the Project")

The Kyrgyz Republic (the "Borrower/Recipient")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2), and the Special Covenants (Schedule 3).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of April 2014, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Loan and a Grant to the Borrower/Recipient (the "Financing"), which the Borrower/Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1.
 - A. The amount of the Loan is nine million three hundred ninety thousand (SDR 9 390 000).
 - B. The amount of the Grant is nine million three hundred ninety thousand (SDR 9 390 000).
2. The Loan shall be free of interest but bear a service charge of three fourths of one per cent (0.75%) per annum payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency, and shall have a maturity period of forty (40) years, including a grace period of ten (10) years starting from the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board.
3. The Loan Service Payment Currency shall be the USD.
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.

5. Payments of principal and service charge shall be payable on each 15 March and 15 September.
6. There shall be four (4) Designated Accounts denominated in US dollars opened by the Borrower/Recipient in a commercial bank identified by the Ministry of Finance (MoF) through which the proceeds of the Financing shall be channelled. Two Designated Accounts shall be for the Agricultural Projects Implementation Unit (APIU) (one for the Loan and another for the Grant) and two for the Community Development and Investment Agency (ARIS).
7. There shall be four (4) Project Accounts in local currency opened by the Borrower/Recipient to receive and hold the proceeds of the Financing transferred from the Designated Accounts.
8. The Borrower/Recipient shall contribute to the Project in an amount of one million six hundred thousand United States dollars (USD 1 600 000) including the payment of taxes and duties levied in the implementation of the Project as well as to cover part of the State Inspectorate for Veterinary and Phytosanitary Security (SIVPSS) operational expenditures.

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Ministry of Agriculture, Food Industry and Melioration of the Kyrgyz Republic (MAFIM).
2. The following are designated as additional Project Parties: (a) the ARIS; (b) the APIU; (c) the SIVPSS, (d) EBRD's Small Business Support (SBS); (e) Financial Service Providers (FSPs); (f) the Kyrgyz Veterinary Association (KVA); (g) the Kyrgyz Veterinary Chamber (KVC); (h) the Kyrgyz Livestock and Pasture Research Institute (KLPRI); (i) the Kyrgyz and Scientific Research Veterinary Institute (KSRVI), and (j) the Department of Pastures, Livestock and Fisheries of MAFIM (DPLF).
3. The Project Completion Date shall be the fifth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Loan and the Grant will be administered and the Project supervised by the Fund.

Section E

1. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:
 - (a) The Project Coordination Group (PCG) referred to in paragraph 6 of Schedule 1 to this Agreement shall have been duly established.
 - (b) The Project Key Staff referred to in Schedule 1 to this Agreement, subject to no objection by the Fund, shall have been duly appointed.
 - (c) The draft PIM referred to in section C part II of Schedule 1 to this Agreement shall have been submitted and approved by the Fund.
 - (d) A fully functional accounting software, subject to no objection by the Fund, shall have been established at the APIU and ARIS.

- (e) A Subsidiary Agreement between the Ministry of Finance of the Kyrgyz Republic and ARIS regarding their cooperation in the implementation of the Project, subject to no objection by the Fund, shall have been concluded.
2. The following is designated as additional grounds for suspension of this Agreement:
- (a) The Project Implementation Manual (PIM), or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior agreement of the Fund, and the Fund has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project, and the Borrower has not taken any measures to remedy the situation.
 - (b) Project key staff are appointed, transferred or removed from their functions without the prior concurrence of the Fund.
3. This Agreement is subject to ratification by the Borrower/Recipient
4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower/Recipient:

Minister for Finance of the Kyrgyz Republic
Ministry of Finance
58 Erkindik Avenue
Bishkek City, the Kyrgyz Republic, 720040

For the Fund:

President
International Fund for Agricultural development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated _____, has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower/Recipient.

KYRGYZ REPUBLIC

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Kanayo F. Nwanze
President

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. **Target Population.** The Project has a national coverage and shall primarily benefit smallholder livestock farmers who participate in and benefit from improved value chains, comprising: (i) poor livestock farmers; (ii) female members of livestock owning households; and (iii) other smallholder livestock farmers. Particular attention will be given to the participation of women and youth.

2. **Goal.** The goal of the Project is to contribute to increased incomes and enhanced economic growth in pastoralist communities.

3. **Objectives.** The objective of the Project is to improve access and integration of smallholder livestock farmers with remunerative markets for their products, leading to improved and equitable returns.

4. **Components.** The Project shall consist of the following four (4) Components:

4.1. **Component 1: Livestock Value Chains Development.** The objective of this Component is to support efficient linkages and partnerships amongst livestock value chain actors, improved access to modern technology and good agricultural practices with a specific focus on cold chain management and traceability.

Sub-component 1.1. **Capacity Building of Livestock Value Chain Stakeholders.** This sub-component will support (i) awareness raising, demand-driven capacity building and advisory services for the participants of pre-selected value chains driven by the Leading Entities (LE) whose selected proposals will be further elaborated by the Project-provided dedicated business advisory services facility into Value Chain Development Business Plans (VCDBPs); (ii) development of innovative, demand-driven livestock production, processing and food safety technologies through participatory on-farm/factory applied research and technology demonstration, delivered by national academic/research institutions, private companies or NGOs.

Sub-component 1.2. **Product Aggregation Enhancement.** This sub-component will support participants of pre-selected value chains through competitive demand-driven investment packages that include a grant element.

Sub-component 1.3. **Platform for Public-Private-Producers Partnerships Development and Knowledge Management.** This sub-component will support a platform for the exchange among value chain actors for better and innovative integration of market demand into production models.

4.2. **Component 2: Livestock Value Chains Financing.** The objective of this component is to enable livestock value chain actors to increase their investment in profitable value chains through linking them with credit lines, and development of financial products.

Sub-component 2.1. **Access to External Credit Lines.** The Project will partner with existing Financial Service Providers (FSPs), subject to no objection by the Fund, targeting agricultural development to link them with actors in pre-selected value chains, including actors assisted through sub-component 1.2. A Memorandum of Understanding (MOU), subject to no objection by the Fund, will be signed with each of the FSPs.

Sub-component 2.2 Innovative Financial Products. The Project will partner with the FSPs interested in the development of financial products suitable to needs of actors in the selected value chains and support the development of such products.

4.3. Component 3: Upgrading the Kyrgyz Livestock Sanitary System. The objective of this Component is to strengthen both key public and private sector arms of the Kyrgyz livestock sanitary system, which facilitate livestock commodity trade and safe food.

Sub-component 3.1 Strengthening the State Veterinary Sanitary System. This sub-component will support the functions of SIVPSS inter alia through (i) improving capacity of SIVPSS; (ii) providing technical assistance; (iii) improving regional laboratories; (iv) supporting animal identification of selected value chains; (v) refurbishing selected border posts; (vi) establishing an active disease surveillance system; and (vii) procuring selected vaccines.

Sub-component 3.2 Strengthening the Private Veterinary Practice System. This subcomponent will support (i) capacity building of veterinarians and paravets as well as extension to farmers; (ii) improving capacity of KVA, and (iii) improving capacity of KVC.

Sub-component 3.3. Strengthening the Supporting State Institutions. This subcomponent will: (i) support functions of the KLPRI and the KSRVI in their respective competence spheres including development and piloting of innovative methods, and (ii) improve capacity of the DPLF.

4.4. Component 4: Project Management. This component shall provide financing for the overall management of the Programme.

II. Implementation Arrangements

A. Organisation and management

5. The Lead Project Agency (LPA). The MAFIM will be the Lead Project Agency for the Project.

6. Project Coordination Group (PCG).

6.1. Establishment and composition: The PCG will include representation from each of the Project Parties, representation from the Kyrgyz Governmental office representatives in the oblasts involved in project implementation and stakeholders from the private sector. The PCG should have a balance between government and civil society members. It will meet semi-annually and on an ad hoc basis as required and will serve as advisory body.

6.2 Responsibilities the PCG is responsible for: (i) reviewing progress of the Project against targets and its success in meeting the performance indicators and the progress against the annual work programme; (ii) being a sounding board for discussing issues that arise during implementation and for which it can provide insight and advice to Project management and, (iii) providing the opportunity for Project management to receive feedback on new ideas or approaches that it is considering to introduce under the Project.

7. The Agricultural Projects Implementation Unit (APIU).

7.1 Core activities: Under the MAFIM, the APIU will have overall responsibility for Project implementation, coordination, oversight and reporting to IFAD and the government including liaising closely with ARIS. Other APIU's core responsibilities include inter alia: (i) financial management, comprising procurement, disbursement, accounting, auditing and financial reporting, (ii) managing the performance of the partner national organizations responsible for implementation of specific Project activities; (iii) shortlisting, evaluating, contracting and managing the performance of service providers, (iv) overall Project monitoring and evaluation (M&E), (v) preparing the consolidated Annual Work Plan and Budget (AWPB) and submitting it to IFAD for approval; and (vi) maintaining a results-based system of assessing the performance of the partner organizations employing trigger and benchmarks.

7.2 Component activities: The following activities shall be implemented by the APIU: (i) Elements of subcomponent 1.1 comprising capacity building of selected value chains' stakeholders, specifically training, study tours and advisory services through contracted service providers among others through EBRD's Small Business Support facility or other such suitable selected facility that will support LEs in preparation of VCDBPs; but excluding those aspects that ARIS will implement with the community level groups, (ii) sub-component 1.3 through contracted service providers; (iii) Component 2 through FSPs, and (iv) Component 3 comprising strengthening various institutions with their respective assistance, specifically through the SIVPSS, KVA, Veterinary Chamber, KLPR1, KSRVI, and DPLF; but excluding those aspects that ARIS will implement with the community level groups and private vets.

8. Community Development and Investment Agency (ARIS).

8.1 Core activities. ARIS will have the overall responsibility for all Project implementation at the community level, focused on Pasture Users Unions (PUUs) and smallholders' groups including the administration of all Project grant funds. ARIS will also ensure: (i) the coordination and accountability for effective performance of the combination of its own staff and technical inputs from the government's technical agencies, public organizations and Project's contracted service providers in the implementation of the community-focused activities for which ARIS is responsible; (ii) the M&E of its own activities, including monitoring of the related performance indicators, assembly and dissemination of information for knowledge management, and the related reporting both to its own management and in a synthesized form to the APIU, and (iii) the Financial management of all its activities including procurement, disbursement, accounting, auditing and financial reporting.

8.2 Component activities. The following activities shall be implemented by ARIS: (i) Elements of Subcomponent 1.1 related to mobilization and mentoring of community level groups and actors; but excluding those activities implemented by the APIU as described above at 7.2; (ii) Sub-component 1.2, and (iii) elements of Component 3 related to mobilization of community level groups and private vets; but excluding those activities implemented by the APIU as described above at 7.2.

B. Project Implementation Manual ("PIM")

9. Preparation. The Borrower/Recipient shall prepare, in accordance with terms of reference subject to no objection by the Fund, a PIM, which shall include, among other arrangements: (i) institutional coordination including composition of PCG, and day-to-day execution of the Project; (ii) Project budgeting, disbursement, financial management, procurement monitoring, evaluation, reporting and related procedures; (iii) detailed description of implementation arrangements for each Project component, and (iv) such

other administrative, financial, technical and organizational arrangements and procedures as shall be required for the Project.

10. Approval and Adoption. The LPA shall forward the draft PIM to the Fund for comments and approval. The LPA shall adopt the PIM in the form approved by the Fund, and the LPA shall promptly provide copies thereof to the Fund. The Recipient shall carry out the Project in accordance with the PIM and shall not amend, abrogate, waive or permit to be amended, abrogated, or waived, the aforementioned manual, or any provision thereof, without the prior written consent of the Fund.

C. Procurement

11. Procurement for the purpose of this Agreement shall be carried out in accordance with the Fund's Project Procurement Guidelines of 2010 as amended from time to time. No vaccines shall be procured without being certified by a Reference Laboratory of the World Organisation of Animal Health (the "OIE"). Specifications for vaccines procured for animal diseases shall be based on international standards developed or recommended by the OIE.

D. Supervision

12. A MTR shall be conducted at the end of the third Project Year, to assess the progress, achievements, constraints and emerging impact and likely sustainability of the Project and make recommendation and necessary adjustments for the remaining period of disbursement. The MTR shall be carried out jointly by the Borrower/Recipient and the Fund.

Schedule 2

Allocation Table

1. Allocation of Loan and Grant Proceeds. (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the Grant and the allocation of the amounts of the Loan and the Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in SDR)	Grant Amount Allocated (expressed in SDR)	Percentage
I. Equipment and materials and Consultancies, training and workshops	5 778 000	4 000 000	The percentage of expenditure to be financed is detailed below under (b)
II. Grants	2 322 000	3 321 000	100% net of beneficiaries contribution
III. Works	351 000		100% net of taxes
IV. Salaries and Operating costs		1 130 000	100% net of taxes, government and beneficiaries contributions
Unallocated	939 000	939 000	
TOTAL	9 390 000	9 390 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

Category I "Equipment and materials and Consultancies, training and workshops" includes : (i) Equipment, materials goods and vehicles to be financed 100% net of tax and duties; (ii) Consultancies to be financed 100% net of taxes and beneficiaries contributions, and shall mean eligible expenditures incurred related to international and national technical assistance; studies; surveys; audit and ARIS facilitation for community work; and (iii) Training and workshops to be financed 100% from IFAD Grant .

Category II "Grants" includes Technology Demonstrations Grants to be financed by the Grant; Grants for Investment packages for supplying farmers to be financed by the Loan, IFAD Grant and beneficiaries; Grants for Investment packages for agroprocessors/traders to be financed by the Loan and beneficiaries; and Grants for Investment packages for private veterinaries and zoo-technicians to be financed by the Grant and beneficiaries.

Category III "Works" includes inter alia costs of renovation of SIVPSS's central and district offices; renovation of border posts, renovation of PPR's vaccine cold storages; renovation/construction of regional vet diagnostic laboratories.

Category IV "Salaries and operating costs" includes inter alia remuneration of APIU staff, allowances and contribution to social fund of the Kyrgyz Republic to be financed (100%) from the Grant.

Logical framework

Results hierarchy	Indicators							Means of Verification			Assumptions (A) / Risks (R)
	No	RIMS code	Name	Unit of measurement	Base line	Mid term	Final target	Source	Frequency	Responsibility	
Goal											
Contribute to the reduction of poverty and enhanced economic growth in pastoralist communities	1	N/A	Rural households in the Project area who have increased their index of household assets' ownership by 15%.	HH	-	-	28000	RIMS baseline and impact surveys at completion Health statistics Studies to complement indicator based data	Baseline, Completion	APIU	Overall political stability and a conducive macro-economic framework (A) Regional economic trends counteract project achievements (R)
	2	N/A	Reduction in the prevalence of child malnutrition as compared to baseline.	%	-	-	-10				
Project Development Objective											
Improved access and integration of smallholder livestock farmers with remunerative markets, leading to improved and equitable returns.	3	N/A	Value of livestock products sold by targeted farmers in Project area increased.	%	-	-	30	Project baseline study, mid-term review and implementation completion report Specialized (qualitative / quantitative) thematic studies Household income surveys	Baseline, Mid term, Completion	APIU	Government policies and rural economic reforms supporting smallholders, private sector development and the livestock sector are implemented (A) Regional free trade agreements (EAEU) provide fewer opportunities for Kyrgyz livestock exports than anticipated (R) Endemic animal disease situation in the country remains stable (A)
	4	2.5.1	Creation of employment opportunities: number of jobs generated by small and medium enterprises [through livestock related farm work/processing]	ppl	-	-	2 800				

Outcomes

OUTCOME 1: Capacity for sustainable, efficient livestock production, processing and marketing enhanced	5	.	Increase in margins generated by participating smallholders from sale of animal products	%	-	-	10	Project baseline study, mid-term survey and completion survey Reports from each participating processors/ aggregators Government's national, regional and local production data Targeted field studies and surveys	Baseline, Mid-term, Completion	APIU	Lack of incentives on the part of various value chain actors to participate in the Project's activities and financing (R) Effective/timely availability of specialized technical assistance (A) Producer-Processor/Aggregator or contractual obligations are not fully observed (R)
OUTCOME 2: Efficiency and profitability along targeted, smallholder-inclusive livestock value chains increased	10	2.3.3	Sustainability: Improved performance of the financial institutions [portfolio at risk below 10%]	PAR (%)	N/A	<10	<10	Project baseline study, mid-term survey and completion survey Participating Financial Institutions' records National Bank supervision reports Targeted field studies and surveys	Baseline, Mid-term, Completion	APIU	Banking/financial market norms and regulatory framework, conducive to expanded rural financial outreach and inclusion (A) Depending on the Kyrgyz Russian Fund's capacity to adapt to project approach, and level of cooperation (A) Depending on PFI cooperation (A)
OUTCOME 3: Upgraded Kyrgyz livestock sanitary system	13	2.4.1	Producers benefiting from improved access to markets (at least 10% increase in official export of live animals and livestock products)	%	-	-	10%	Project baseline study, mid-term survey and completion survey EAEU reports National statistics Periodic random brucellosis serosurvey in small ruminants PPR Regional Advisory Group reports OIE reports	Baseline, Mid-term, Completion	APIU	Outbreak of a notifiable transboundary animal disease (R) Willingness of private vets to participate (A)